



Liban : face à l'effondrement économique imminent, l'impasse politique

Éric Verdeil

► To cite this version:

Éric Verdeil. Liban : face à l'effondrement économique imminent, l'impasse politique. 2019, <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/liban-face-leffondrement-economique-imminent-limpasse-politique>. halshs-02377327

HAL Id: halshs-02377327

<https://shs.hal.science/halshs-02377327>

Submitted on 23 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Liban : face à l'effondrement économique imminent, l'impasse politique

[Actualité](#) | [Etat](#) | [Gouvernance](#) | [Justice](#) | [Liban](#) | [Lutte contre la criminalité et la corruption](#) | [Mobilisations collectives](#) | [Proche et Moyen-Orient](#) | [Vie politique/systèmes politiques](#)

[Eric Verdeil](#)



Le mouvement de protestation au Liban, que les manifestants appellent "la révolution d'octobre", est entré dans son deuxième mois. Né d'un refus de mesures d'austérité visant à répondre à une profonde crise économique et financière, il rejette une classe politique corrompue et discréditée. Alors que les protestataires poursuivent leur mobilisation après la démission du gouvernement le 28 octobre, les tractations politiques semblent dans l'impasse. L'aggravation de la situation économique suscite l'inquiétude alors que les factions politico-communautaires, héritières des milices de la guerre civile, sont sur la défensive mais gardent les moyens de diviser la population par la menace de la violence.

L'épuisement d'une économie politique communautaire rentière

Ces protestations traduisent l'épuisement d'un système politico-économique mis en place dans les années 1990, où l'acceptation du système communautaire avait comme contrepartie une redistribution inégalitaire des services, des emplois et des rentes économiques, qui offrait l'apparence d'une protection au lendemain d'un long conflit civil. Durant les années de reconstruction, sous l'impulsion du président du Conseil Rafiq Hariri, la priorité était donnée au secteur financier, au tourisme et à l'immobilier. Depuis 1997, la parité entre la livre libanaise et le dollar a permis d'attirer les capitaux arabes et de financer l'endettement croissant de l'Etat. Mais les dépenses publiques se sont révélées peu productives : une fonction publique nombreuse (300 000 personnes dont 120 000 dans les forces armées et de sécurité) mais inefficace, recrutée sur critères clientélistes ; des services publics dysfonctionnels, à l'image de l'Electricité du Liban qui connaît des coupures de courant de 8 heures en moyenne par jour, ou de la gestion des déchets, catastrophique, qui pollue lourdement l'environnement et qui a suscité déjà en 2015 un puissant mouvement de protestation sans qu'aucune solution durable ne soit adoptée.

L'économie n'offre que peu de débouchés à la jeunesse obligée d'émigrer. Les inégalités sont considérables : 1% de la population accapare 25% des revenus, les 10% les plus riches 55% tandis que les 50% les plus pauvres se partagent 10% du revenu national. La pauvreté touche 27% de la population et 35% des jeunes.

La crise économique dans le Golfe et les sanctions américaines contre l'Iran et le Hezbollah, qui réduisent les rentrées d'argent dans le pays, viennent s'ajouter à ces difficultés et mettent le modèle rentier libanais à genoux. En octobre 2019, les mesures d'austérité soufflées par les bailleurs de fonds en échange de nouveaux crédits n'ont été que la goutte qui a fait déborder le vase du mécontentement.

Un mouvement unitaire d'une ampleur inédite

Le mouvement de protestation demande la formation d'un gouvernement d'experts en rupture avec les forces politiques en place pour traiter la crise économique et financière. Les protestataires ont su renouveler leurs registres de mobilisation, marqués par la non-violence. Aux manifestations regroupant des foules considérables se sont ajoutées l'occupation des grandes places du pays et la réappropriation de nombreux espaces publics, des blocages routiers ou des *sit-in* devant des institutions symbolisant la faillite du système, dont le Parlement, empêché de se réunir pour le vote d'une loi d'amnistie des délits économiques ; les réseaux sociaux jouent un rôle central. Des experts proches du mouvement ont publié plusieurs feuilles de route comprenant de nombreuses propositions de réforme.

Le principal atout du mouvement est d'avoir su maintenir son unité entre les différentes régions et communautés du pays, à

la différence des lendemains de l'assassinat de Rafiq Hariri en 2005 où les divisions confessionnelles avaient rapidement pris le dessus. La participation très active des Tripolitains, au nord, comme celle, inédite, des villes à majorité chiite du sud ou de la Beqaa, symbolise cette unité. Les jeunes (étudiants et même lycéens) et les femmes sont particulièrement visibles.

Cela ne signifie pas pour autant que les divisions de classe, géographiques ou communautaires sont abolies. Les partis bénéficient encore de nombreux soutiens. Certaines régions semblent moins mobilisées (telle la grande ville chrétienne de Zahlé). Si les classes moyennes appauvries se mobilisent fortement, la participation des catégories les plus défavorisées, très perceptible lors des premières journées, semble s'être réduite par la suite.

Une classe politique clivée et crispée sur ses intérêts

La classe politique a réagi diversement. Les réformes initialement annoncées par le chef du gouvernement Saad Hariri ont été dénoncées comme cosmétiques et irréalisables par les protestataires. Le président de la République, Michel Aoun, d'abord hostile au mouvement, dit désormais le comprendre mais critique le refus des manifestants de négocier avec lui. Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah, tout en exprimant sa solidarité avec la dénonciation de la corruption et les préoccupations économiques, a dénoncé la main de l'étranger et a exprimé sa crainte du vide. La démission de Saad Hariri, le 28 octobre, a ouvert une nouvelle phase de tractations qui s'enlisent. Les calculs politiques ont repris de plus belle, au mépris des procédures constitutionnelles. Ils portent sur la composition du nouveau gouvernement et la part des experts par rapport aux représentants des partis politiques alors que ces derniers tiennent déjà tous les rouages du pouvoir institutionnel, notamment le Parlement. Chaque groupe politique cherche à défendre ses intérêts, au détriment de ceux des concurrents. Le Hezbollah paraît particulièrement sur la défensive, pris en tenaille entre sa volonté de préserver ses alliés au gouvernement qui fournissent une couverture à sa politique de résistance à Israël (et donc à son armement et son autonomie militaire), et la sympathie d'une grande partie de ses partisans pour les revendications contre la corruption et leur inquiétude face à la crise économique.

Menaces d'effondrement financier et de retour de la violence partisane

L'accélération de la crise financière et économique constitue aujourd'hui le principal facteur pesant sur l'évolution de la situation politique. Dans la crainte d'un gouvernement qui ferait la lumière sur leurs agissements passés, les partis dominants attermoient. La raréfaction des dollars entraîne la dévaluation de la livre libanaise sur le marché secondaire. Elle entrave l'activité des commerçants, notamment ceux qui dépendent de l'importation. Les secteurs du carburant, de la farine et des médicaments font face à de sévères tensions. La stabilité du système bancaire est menacée : *de facto*, la convertibilité des comptes en devises est suspendue ou limitée, de même que les exportations de capitaux. Les banques ont alterné périodes de fermeture et d'ouverture afin d'endiguer les retraits mais aussi pour protéger les personnels des agressions de clients désespérés par la situation. Le gouvernement fait face à des échéances de remboursement fin novembre, mais sa solvabilité paraît compromise. Les experts proches des protestataires préconisent d'organiser au plus vite une restructuration de la dette publique très largement détenue par les banques libanaises, en taxant les bénéfices passés et en mettant en place un filet social pour les plus défavorisés. La mise en place de ces mesures dépend de la coopération d'une classe politique qui semble avoir d'autres priorités. L'effondrement financier risque de radicaliser ceux qui en paieront les frais, surtout si aucun signe de justice n'est donné.

Même si ce mois de protestations s'est écoulé avec un minimum de violence si on compare le Liban à l'Irak, l'Iran, Hong Kong ou le Chili, les mobilisations sont passées par plusieurs épisodes de tension. Les milices et groupes armés associés aux principaux partis politiques conservent la capacité de défendre leurs territoires et leurs leaders. Des groupes armés liés aux partis Amal et Hezbollah ont attaqué à plusieurs reprises des points tenus par des manifestants. Dans une chorégraphie faisant clairement référence à la guerre civile, les Forces libanaises ont temporairement bloqué le tunnel de Nahr el Kalb, à l'entrée de la région du Kesrouan, où ce groupe politique est particulièrement implanté. Le 12 novembre, après qu'un militaire a tué "par erreur" un militant proche du Parti socialiste progressiste lié au leader druze Walid Joumblatt, la tension a été à deux doigts d'entraîner un cycle de représailles violentes.

Symbole national fragile, l'armée peine à imposer son autorité face aux tensions et est vite soupçonné de servir des intérêts partisans ou le régime. La troupe elle-même a beaucoup à perdre d'un tour de vis budgétaire. La réactivation des clivages dans le pays tient à peu de choses. Reste à savoir si le chaos économique ou la violence peuvent être un pari gagnant pour les forces politiques en place. Le pire n'est peut-être pas certain, et c'est l'espoir des protestataires. Sinon, il faut craindre une vaste déstabilisation du Liban et un puissant mouvement d'exil de ses classes moyennes qui en auront les moyens.

[Retour en haut de page](#)

CERI - UMR 7050
56, rue Jacob
75006 Paris
Tel. : 01 58 71 70 00
Fax. : 01 58 71 70 91

Contact Média

Karolina Michel
Tél/Phone: +33 (0)1 58 71 70 07
Coralie Meyer
Tél/Phone: +33 (0)1 58 71 70 85
coralie.meyer@sciencespo.fr

Mentions Légales

[VOIR LES MENTIONS
LÉGALES](#)

CARTES

[Réseau Sciences-Po](#)



[TOUT AFFICHER](#)

Accès direct ▼